

Le soutien aux entreprises en difficulté

*Quelle que soit sa taille ou son secteur d'activité,
l'entreprise qui rencontre des difficultés peut obtenir un soutien auprès des services du ministère
de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique et du ministère des Finances et des Comptes
publics.*

Les dispositifs sont adaptés à la nature des problèmes rencontrés par les entreprises.



DES DIFFICULTÉS CONJONCTURELLES :

la commission des chefs des services financiers (CCSF)

■ VOUS N'AVEZ PAS PU REGLER UNE ECHEANCE FISCALE OU SOCIALE ?

En vue d'obtenir des facilités de paiement, vous pouvez saisir la CCSF, dont le secrétariat est assuré par les services de la direction départementale des Finances publiques.

■ COMMENT JOINDRE LA CCSF ?

Vous pouvez contacter la direction départementale des Finances publiques dans le ressort de laquelle se situe le siège social de votre entreprise.

■ QUEL EST LE ROLE DE LA CCSF ?

La CCSF est **un guichet unique** auprès duquel l'entreprise peut solliciter des délais de paiements pour ses dettes fiscales et une grande partie de ses dettes sociales, **en toute confidentialité**.

L'octroi du plan CCSF et le respect par l'entreprise de son échéancier entraîne la suspension des poursuites.

À l'issue du plan, les créanciers publics peuvent accorder une remise des accessoires : majorations, pénalités, frais de poursuite...

■ QUELLES CONDITIONS S'IMPOSENT A L'ENTREPRISE ?

Pour être éligible au dispositif, l'entreprise doit être à jour dans le dépôt de ses déclarations et dans le paiement de la part salariale de ses cotisations sociales.

L'entreprise bénéficiant de délais de paiement doit respecter son échéancier sous peine de dénonciation du plan par la CCSF.

■ COMMENT CONSTITUER SON DOSSIER ?

Le dossier comporte un imprimé type à remplir et les pièces suivantes à joindre :

⇒ une attestation justifiant de l'état de difficultés financières ;

⇒ un prévisionnel de CA HT et de trésorerie pour les prochains mois ;

⇒ l'attestation sur l'honneur justifiant le paiement des parts salariales des cotisations de sécurité sociale ;

⇒ l'état actuel de trésorerie ;

⇒ l'état détaillé des dettes fiscales et sociales.

⇒ les trois derniers bilans ;

Un dossier simplifié est prévu pour les TPE.

DES DIFFICULTÉS STRUCTURELLES :

le CODEFI et le CIRI

■ DES DIFFICULTÉS DE NATURE A REMETTRE EN CAUSE LA STRUCTURE OU L'ORGANISATION DE VOTRE ENTREPRISE ?

Vous pouvez saisir, **en toute confidentialité** :

⇒ pour les entreprises de moins de 400 salariés, le CODEFI (comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises);

⇒ pour les entreprises de plus de 400 salariés, le CIRI (comité interministériel de restructuration industrielle).

■ COMMENT JOINDRE LE CODEFI OU LE CIRI ?

Le **CODEFI** est une structure départementale présidée par le Préfet mais dont le secrétariat est assuré par la direction départementale de Finances publiques.

Les coordonnées de votre interlocuteur départemental au CODEFI sont accessibles à la direction départementale des Finances publiques dans le ressort de laquelle se situe le siège social de votre entreprise.

Le **CIRI** est une structure nationale présidée par le Ministre de l'Économie.

Son secrétariat général peut être contacté sans formalisme particulier :

⇒ au 01 44 87 72 58

ou à l'adresse :

⇒ ciri@dgtrésor.gouv.fr

■ QUEL EST LE RÔLE DU CODEFI OU DU CIRI ?

Le **CODEFI** est l'équivalent du CIRI au niveau départemental. C'est un interlocuteur de proximité. Il a une mission d'accueil, d'orientation, de détection et **d'intermédiation** en faveur des entreprises en difficulté.

Le **CIRI** aide les entreprises en difficulté à trouver des solutions pour assurer leur pérennité et leur développement.

Pour cela, il rassemble toutes les administrations concernées et assure une fonction de **médiateur** entre l'entreprise, ses partenaires et ses créanciers. Il peut ainsi accompagner les négociations en vue de la restructuration d'une entreprise, ou de l'arrivée d'un nouvel investisseur.

■ LE CODEFI ET LE CIRI DISPOSENT DE MOYENS ADAPTÉS

Ils peuvent notamment proposer :

⇒ un audit de la société ;

⇒ l'octroi d'un prêt de restructuration du Fonds de développement économique et social (FDES) sous certaines conditions ;

⇒ la réorientation vers la commission des chefs des services financiers (CCSF) afin de bénéficier de plans d'apurement des créances publiques.

DES DIFFICULTÉS AVEC VOS PARTENAIRES : la Médiation du crédit, la Médiation inter-entreprises et la Médiation des marchés publics

■ DES DIFFICULTES DE FINANCEMENT OU DES DIFFICULTES AVEC VOS CLIENTS OU FOURNISSEURS ?

Quelle que soit la taille de votre entreprise ou son secteur d'activité, vous pouvez saisir,
en toute confidentialité :

⇒ la Médiation du crédit pour les difficultés
de financement ou d'assurance-crédit ;

⇒ la Médiation inter-entreprises pour les
difficultés relationnelles ou contractuelles
avec vos clients ou fournisseurs ;

⇒ la Médiation des marchés publics pour les
difficultés liées aux marchés publics.

■ COMMENT JOINDRE LE MEDIATEUR ?

La Médiation du crédit est relayée dans
chaque département par des médiateurs
délégués départementaux qui sont les
directeurs de la Banque de France.

Pour entrer en médiation, **remplir et valider
votre dossier en ligne** sur :

⇒ [www.economie.gouv.fr/mediateurdu
credit](http://www.economie.gouv.fr/mediateurducredit)

Ou **appeler** le numéro azur 0810 00 12 10
(prix d'un appel local) pour être mis en
relation avec un tiers de confiance qui vous
assistera dans vos démarches.

Les médiateurs délégués régionaux
inter-entreprises et marchés publics sont
présents au sein des directions
régionales des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi (DIRECCTE).

Pour les saisir, **remplir et valider votre
dossier en ligne** sur :

⇒ [www.economie.gouv.fr/mediation-
interentreprises](http://www.economie.gouv.fr/mediation-interentreprises)

⇒ [www.economie.gouv.fr/mediation-
des-marches-publics](http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-marches-publics)

■ QUEL EST LE ROLE DU MEDIATEUR ?

Le **médiateur du crédit** assiste les
entreprises qui ont eu un refus bancaire, une
suppression de lignes de découvert ou
d'affacturage ou qui ont été décotées par un
assureur-crédit. Il prend contact avec votre
banquier ou assureur-crédit afin de lui
demander de revoir sa position et réunit, si
besoin, tous vos partenaires financiers afin
de chercher dans la concertation des
solutions de financement adaptées à vos
besoins.

Le **médiateur inter-entreprises** a pour
rôle de résoudre les conflits entre clients
et fournisseurs afin de rétablir de bonnes
relations entre les entreprises.

Le **médiateur des marchés publics**
facilite les relations entre entreprises et
grands donneurs d'ordre publics et offre
un recours aux entreprises s'estimant
victimes de leurs mauvaises pratiques.